

*Pouvoir d'emprunt*

national. Ils prennent cet engagement parce qu'ils reconnaissent l'incidence des déficits sur l'inflation à l'échelon international et, bien entendu, sur l'inflation dans les pays en cause. Un déficit, comme celui dont il est question aujourd'hui, oblige un gouvernement à s'adresser aux marchés financiers pour obtenir des prêts et, ce faisant, il fait jouer les taux d'intérêt que porteront ces prêts. De toute évidence, cette situation se reflète sur les affaires, sur les hypothèques et sur tout prêt qu'un simple citoyen veut obtenir pour étendre son entreprise ou pour des fins personnelles. On craint que ces déficits n'augmentent et si les gouvernements continuent à emprunter de fortes sommes sur les marchés financiers, les taux d'intérêt augmenteront et feront obstacle à la relance que nous attendons tous.

Par conséquent, le premier principe mentionné dans le communiqué économique est la réduction des déficits nationaux. Le second principe contenu dans le communiqué est que ces pays se sont engagés à réduire leurs dépenses toujours croissantes. Ce deuxième principe découle, bien entendu, du premier, car les déficits toujours croissants ne sont le reflet que de dépenses gouvernementales toujours croissantes. Il semblerait, monsieur le Président, d'après les conférences de presse qu'ont accordées le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances (M. Lalonde), que le Canada a insisté sur ces deux points à Williamsburg soulignant que les gouvernements devraient absolument s'engager à réduire leurs déficits et leurs dépenses toujours croissantes. Si au moins c'était le cas au Canada. Si au moins le premier ministre et le ministre des Finances mettaient en pratique les conseils qu'ils donnent aux autres. Ce qu'ils font au Canada est le démenti flagrant de ce qu'ils prêchent lors des conférences internationales. Nous en avons la preuve devant nous aujourd'hui dans ce nouveau projet de loi portant pouvoir d'emprunt qui démontre que le gouvernement n'a fait aucun effort sérieux pour réduire le déficit national ou freiner la croissance des dépenses gouvernementales.

**M. Fisher:** Vous oubliez le programme des 6 et 5 p. 100.

**M. Epp:** J'y arrive.

**M. Fisher:** Vous avez voté contre cette mesure.

**M. Epp:** Monsieur le Président, je parlerai du programme des 6 et 5 p. 100 si le député veut bien cesser de m'interrompre et s'asseoir.

**Une voix:** Pourquoi ne faites-vous pas un discours vous-mêmes?

**M. Fisher:** Il le fera.

**M. Epp:** Monsieur le Président, j'ai entendu un de mes collègues dire que le député prendra la parole. Je dois informer mes collègues, au cas où ils l'ignoraient, que les ministériels n'ont pas le droit de présenter de discours à propos de ce projet de loi.

Ce qui se passe au Canada, monsieur le Président, c'est que le déficit ne cesse d'augmenter. Pourtant, le premier ministre prétend que le déficit prévu aux États-Unis est trop élevé. Le président et d'autres membres du gouvernement américain le reconnaissent, et ils essaient de le réduire. Toutefois, en comparant leur déficit à celui du Canada en fonction du nombre d'habitants et du PNB relatif, on se rend compte que, dans les deux cas, le déficit du Canada est supérieur. Nous voulons que les Américains mettent de l'ordre dans leurs affaires. Le gouvernement tente de convaincre les Canadiens que la situation est plus rose au Canada qu'aux États-Unis.

Pourtant, il entend porter le déficit à 31 milliards de dollars. C'est du moins ce qu'il prévoit dans le budget. Comme l'économie américaine est dix fois plus importante que la nôtre, le déficit correspondant, aux États-Unis serait de 300 milliards à 310 milliards de dollars pour la prochaine année, mais il ne s'élèvera vraisemblablement qu'à quelque 175 milliards. Comment le gouvernement peut-il essayer de faire croire aux Canadiens que nous nos affaires sont en règle, mais pas celles de notre voisin?

Et les dépenses? On dit qu'elles ne devraient pas augmenter comme elles le font. Je ne suis pas membre du comité des comptes publics, monsieur le Président, mais le compte rendu des délibérations de ce comité est rempli de témoignages relatifs à des programmes valables qui ont été remis en question à cause de la mauvaise gestion financière du gouvernement. Entre 1968 et aujourd'hui, d'après les comptes publics, les dépenses, sous ce gouvernement, ont augmenté d'environ 550 p. 100, soit cinq fois et demie. Et pourtant, nos dirigeants se rendent dans le monde entier en demandant à leurs alliés industriels de mettre leurs affaires en ordre. Commençons donc par mettre de l'ordre dans les nôtres! On peut même prendre un point de comparaison plus récent. Depuis la réélection du gouvernement, en 1980, ses dépenses ont augmenté de 78 p. 100, au cours de la présente Législature. Et pourtant, le gouvernement s'efforce de convaincre les Canadiens qu'il contrôle ses dépenses. Le député de Mississauga-Nord (M. Fisher) nous parle du programme des 6 et 5 p. 100.

**M. Fisher:** Vous vous êtes opposés à ce programme.

**M. Epp:** Si vous attendez un instant, je vais vous donner des détails. Soyez patient.

**M. Fisher:** Vous ne pouvez pas le nier: vous avez voté contre ce programme. C'est officiel.

**M. Epp:** Calmez-vous. Le gouvernement impose un programme de 6 et 5 p. 100, monsieur le Président, et l'inflation est stabilisée à environ 6.6 p. 100 pour l'année. C'est fantastique, mais les entreprises, bien avant que le gouvernement ait seulement pensé à leur donner une orientation, avaient déjà pris des décisions, pour réagir aux difficultés économiques. Si le gouvernement veut imposer ces 6 et 5 p. 100, pourquoi ses propres dépenses augmentent-elles deux fois plus?